

Guerre et Paix

« tu m'as souvent fait part de ta détestation du service militaire [...] mais le combat que mènent les Ukrainiens n'est il pas la démonstration [qu'il ne s'agit] pas seulement de disposer d'armes mais encore de disposer de nombreux hommes (et de femmes) prêts à en découdre s'il le faut, et donc qu'il faut former au combat à l'avance ? »

(Jacques Lefort)

La réaction de mon vieil ami J. L. qui est d'ordinaire un lecteur plus attentif, à la notule du 2 mars dernier ¹ ne m'a pas surpris, tant il est vrai que le texte numérique incite au survol et à la réaction épidermique, bien plus qu'à la réflexion. Qu'on veuille bien pardonner au Témoin gaulois le plaidoyer *pro domo* qui va suivre, par lequel il s'efforcera de montrer qu'on peut avoir conservé le pire souvenir de son service militaire, même si soixante ans plus tard la rancœur s'atténue, et penser qu'on a le droit et, en ce qui concerne ses proches, le devoir de se défendre contre une armée étrangère, donc de s'y préparer sans qu'il soit nécessaire de revenir aux errements de jadis.

La période à laquelle je me réfère couvre 28 mois, du 5 novembre 1959 au 3 mars 1962. C'étaient les dernières années de la guerre d'Algérie, simple opération de police selon nos dirigeants, comme celle que l'infâme Poutine conduit actuellement en Ukraine, mais enfin – démocratie oblige – il était permis de la désigner par son nom, même si la censure caviardait copieusement la presse. Dès 1954, je participai à toutes les actions syndicales (manifestations,

1 [Survivre](#), 2 mars 2022, page 51

Le Témoin Gaulois – Au Fil des jours IX

débats, intervention auprès des députés) engagées contre la poursuite de la répression et pour des négociations en vue de l'indépendance. Je savais depuis le début que je serais appelé à combattre du mauvais côté, pour une cause perdue d'avance et injuste. Pourtant, je n'ai pas plus songé à refuser de servir que la quasi-totalité des appelés, parce qu'il fallait protéger nos compatriotes pieds noirs, quelle que fût la responsabilité de la majorité d'entre eux, jusqu'à ce que les politiques soient contraints à reconnaître l'indépendance. Sur la nécessité d'opposer parfois la violence à la violence, je n'ai jamais varié : le souvenir très vif de l'occupation nazie et l'éducation familiale, religieuse et scolaire ont concouru à cette conviction. Reste à savoir de quelle manière organiser cette résistance.

Au temps dont je parle, la France maintenait sous les drapeaux plus d'un million cent mille hommes : cette armée de masse occupait des garnisons en Allemagne – l'occupation était terminée, mais la guerre froide avait gelé les positions – , en France où elles contribuaient traditionnellement à la prospérité des nombreuses villes où elles étaient encasernées et en Algérie où l'ordre colonial était maintenu par quatre cent mille appelés. Cette mobilisation permanente avait l'avantage de réduire le nombre de chômeurs : on n'en comptait que 192 000 en France en 1954 et 81 000 en 1958. Elle faisait vivre de nombreuses entreprises : l'armement n'était pas brillant, beaucoup de camions américains de la deuxième guerre mondiale achevaient là une longue et éprouvante carrière, mais les troupes étaient dans l'ensemble assez correctement logées, les uniformes n'étaient pas élégants mais solides, la nourriture, dont la qualité variait d'une caserne ou d'un camp à l'autre en fonction des gestionnaires, abondante. Les lourdes dépenses entraînées (16,8 milliards de

Le Témoin Gaulois – Au Fil des jours IX

francs en 1961, soit 27% du budget de l'État) venaient gonfler notre PIB, pour la plus grande gloire de la France éternelle. Mais quel était le vécu des appelés ?

Les soldats du rang dont j'ai suivi volontairement le parcours, refusant toute responsabilité dans une guerre à laquelle je m'opposais, parcouraient d'abord un cycle d'humiliations et de brimades destinées à leur assouplir le caractère. Cela commençait pour tous, à dix-huit ans, par la visite médicale du « Conseil de révision », fort bien décrite par ce même J.L. qui est à l'origine de cette page ². À vingt ans, à moins d'avoir devancé l'appel ou de bénéficier d'un sursis pour terminer ses études ³, ce qui fut mon cas, on était « appelé » et « on faisait ses classes », c'est-à-dire qu'on recevait une formation de base qui durait deux mois. Au cours de cette période, qui avait pour but, en principe, de préparer le jeune citoyen au combat (mise en forme physique, maniement et utilisation des armes, etc.), il était en réalité livré sans recours à de petits chefs dont le principal souci était de d'abuser de leur pouvoir ⁴. Après quoi, sauf si la formation se prolongeait de deux mois pour certaines spécialités, commençait une interminable période d'ennui, employée seulement à faire son lit « au carré », à la préparation de « revues de détail », à des corvées stupides et à des tâches inutiles comme celles dont je me suis si mal acquitté dans les garnisons de Kehl et de Metz, en attendant l'affectation qui eut lieu dans mon cas, à mi-parcours, fin décembre 1960, en Algérie où je fêtai Noël.

2 Voir Jacques Lefort, *L'armée : mon service militaire*, pages 4 et 5.

3 Les bacheliers, 5,3 % d'une classe d'âge en 1951 et 11,2 % en 1961, étaient immédiatement envoyés aux E.O.R. (élèves officiers de réserve).

4 Voir *Petite Chronique du temps perdu*, *Petits chefs*, pages 22 à 24.

Le Témoin Gaulois – Au Fil des jours IX

Il me semble que ce simple rappel de ce que fut notre service militaire suffit à expliquer que j'en aie gardé le pire souvenir et que j'aie applaudi à la décision de Jacques Chirac d'en finir avec cette institution obsolète pour revenir à l'armée de métier en 1997. Le piteux exemple des échecs militaires des U.S.A. depuis la guerre de Corée et, après qu'avant eux l'U.R.S.S. ait été chassée d'Afghanistan, en 1989, la honteuse situation où, par sa seule faute, se trouve actuellement Poutine dont l'énorme armée de conscrits piétine dans la boue et le sang de l'Ukraine, montrent assez que la levée en masse instituée en 1798 a perdu toute efficacité. En effet, face aux chars et aux hélicoptères, des équipes très mobiles, disposant d'armes légères et d'armes de petit calibre, de cocktails Molotov, de lance-roquettes et de lance-missiles portables se révèlent très efficaces et ont permis aux paysans afghans de bouter hors de leurs vallées les deux plus puissantes armées du monde. Aujourd'hui, en dehors de l'Apocalypse nucléaire, il n'est pas d'autre moyen de soumettre un peuple résolu à se défendre, pour un conquérant, que d'anéantir des villes entières par le recours à des armes de destruction massive (chimiques ou bactériologiques, gaz) ou de les écraser sous une pluie de bombes, panoplie employée par le sinistre tandem Bachar el-Assad-Vladimir Poutine en Syrie.

C'est pourquoi il faut conserver une petite armée de métier, non pour la « projeter » sans grands moyens dans des opérations extérieures qui ne sont que des combats d'arrière-garde perdus d'avance, mais pour lui permettre, si nécessaire, de tenir prêts en cas d'agression les armements les plus sophistiqués et d'assurer, en de courtes périodes qui n'excèdent pas en tout les quelques semaines nécessaires, la formation au maniement des armes individuelles de tous ceux et celles qui acceptent d'assurer la

Le Témoin Gaulois – Au Fil des jours IX

défense de nos démocraties au cas où, par malheur, elles seraient victimes d'une agression extérieure. C'est en tous cas, me semble-t-il, la solution vers laquelle devrait s'orienter l'Europe.

Lundi 28 mars 2022